

nos produits, les besoins de notre consommation, notre surplus ordinaire et notre exportation actuelle.

Fort de ces données nous aurions pu fournir à l'acheteur en gros et à l'exportateur d'utiles renseignements. Par exemple démontrer l'absurdité du système de faire remonter à Montréal, *sans exception*, tous les produits destinés à l'exportation, pour les voir redescendre le fleuve quelques jours plus tard, après leur avoir fait faire un voyage inutile et coûteux de 50 ou de 60 lieues.

Nous aurions pu donner le chiffre exact de ces milliers de boisseaux de céréales que réunit chaque année le marchand de campagne dans les paroisses situées sur nos rivières, dans le voisinage du lac et sur le St.-Laurent, auxquels céréales on fait faire le trajet en amont par bateaux, prenant pour se rendre de 8 à 15 jours, tandis qu'il faut autant d'heures pour les descendre à Trois-Rivières.

Nous aurions pu classer ces produits, dire les qualités et quantités de chaque espèce que l'on peut réunir dans notre port, faire voir en un mot que ce n'est pas une utopie que de prétendre que l'on peut former des cargaisons entières avec nos produits à nous : car outre notre commerce de bois qui alimente actuellement déjà un trafic ayant besoin d'une flotille de 50 à 60,000 tonneaux pour son commerce intérieur et d'un semblable tonnage pour son trafic d'outre-mer, la récolte de foin de la division de Trois-Rivières se chiffre par un quart de million de tonneaux ; l'avoine par 3½ millions de boisseaux, les blés à 400,000, pois et fèves à 600,000 boisseaux. Si, à l'exception de nos cantons de l'Est, nos environs immédiats fournissent encore que peu de bêtes à cornes à l'exportation, le progrès dans nos campagnes est tel que les marchés de Montréal et de Québec en reçoivent déjà